

~~Révisé par~~  
~~Françoise Carle~~

Dominique Pin

le 3 août 1994

(entretien avec Françoise Carle)

### Situation au Rwanda

Le Premier ministre a fait une visite en Afrique : il a commencé par le Sénégal où il a traité les aspects politiques, puis la Côte d'Ivoire (aspects économiques), puis le Gabon où il a rencontré les chefs d'Etat d'Afrique centrale. Son discours visait à dire : la France n'abandonne pas l'Afrique, c'est une priorité pour le gouvernement. Autant de messages destinés avant tout à la mairie de Paris.

Il a annoncé quelques mesures économiques : la Caisse française de développement va faire des prêts dans la zone CFA, le Fonds social de développement augmente de 100 millions de F, on reste sur une ligne de rigueur : il n'y aura rien sans accord préalable du FMI.

A Libreville, il a entendu les doléances des chefs d'Etat (sur les salaires des fonctionnaires). Paul Biya , le président du Cameroun, ne s'était même pas fait représenter. Ils n'ont pas obtenu grand chose, la ligne a été rappelée.

Il a reçu un bon accueil, mais pas populaire.

Cette tournée africaine était nécessaire à un candidat à l'élection présidentielle en France. Chirac va la faire en septembre ou octobre, Monory ira aussi en Afrique.

### Au Rwanda :

L'action de la France reçoit maintenant un soutien total et clair partout. Il y a surtout des craintes sur ce que peut faire le FPR, et des craintes de contagion (des mouvements de rébellion armés par les pays voisins peuvent prendre le pouvoir...)

E. Balladur était accompagné de Michel Roussin, François Léotard, Lucette Michaud-Chevry. Il n'y avait personne du Quai d'Orsay. La visite a été courte, elle s'est limitée à Goma, avec le vice-premier ministre du Zaïre, Mobutu étant à l'île Maurice.

Puis il est entré au Rwanda. Il a vu un hôpital de campagne et a rencontré les militaires de l'opération Turquoise. Il a fait ce qu'il fallait pour qu'il y ait des photos.

Le FPR a durement critiqué ce déplacement, disant que le Premier ministre était venu au Rwanda sans rien demander aux autorités, ce qui est faux : ils ont été avertis par l'ONU.

Le Premier ministre a dit qu'on pourrait dépasser un peu la date du 22 août, pour le retrait de nos forces. Le FPR a déclaré : la France veut rester plus longtemps, il n'en est pas question.

La situation au Rwanda pour ce qui concerne le côté humanitaire, est la suivante :

Il y a moins de choléra, mais plus de dysenterie. Les ONG se sont mises au travail. Le retour des réfugiés est très, très limité : ils ont de fortes inquiétudes sur l'accueil qu'ils recevront une fois rentrés chez eux. On parle de liquidation de jeunes gens par le FPR. Le Haut Commissaire aux réfugiés, Mme Ogata, a fait savoir qu'elle ne pouvait pas demander aux réfugiés de rentrer, estimant qu'elle n'avait pas de garanties suffisantes.

Il reste deux questions nous concernant :

1. La date de départ des troupes françaises.

La relève a commencé (nous avons enlevé 300 soldats, compensés par une arrivée d'Africains francophones), mais la relève par la MINUAR reste sur le papier. Boutros Ghali a écrit au Premier ministre pour lui demander d'avoir une attitude très flexible au sujet de la date du 21 août. Il souhaite que nous restions. Le Premier ministre a soumis au Président un projet de réponse, très vague.

2. les contacts avec les autorités de Kigali.

Les Etats-Unis ont des contacts, mais leur ambassade n'est pas ouverte. Les nouvelles autorités ne sont pas demandeurs. Il faudra une structure

permanente à Kigali, car nous aurons besoin de contacts. C'était une des critiques faites par Bernard Kouchner.

Le Premier ministre devait parler de tout cela au Président ce matin.

**Christian Quesnot :**

Nous avons intérêt à partir au 21 août. Actuellement les aides internationales arrivent, mais dans le désordre, sans cohérence. Les Etats-Unis, qui sont à Kigali et à Entebbé, voudraient couvrir tout l'ensemble sur le plan humanitaire, ils y voient le bénéfice pour leur image en Afrique. Mme Ogata y est légitimement opposée. Les Britanniques sont arrivés, dans les zones américaines. Ils vont refaire les voies de communication entre Kigali et l'Ouganda, ce qui n'est pas innocent. Les Allemands aussi veulent agir. Tout cela fait de l'organisation humanitaire quelque chose de très compliqué, à la fois pour des raisons de gestion et d'efficacité, mais parce que chacun tire la couverture à lui.

L'opération fonctionne bien, dans la zone humanitaire sûre. Le FPR accepte le contrôle de la MINUAR et la démilitarisation. Théoriquement ils ne peuvent pas entrer en armes dans cette zone.

Deux compagnies du Ghana vont prendre un district. Un bataillon francophone du MINUAR va prendre une deuxième zone. La 3e zone reviendra à un bataillon éthiopien transporté avec les Etats-Unis. L'Ethiopie est d'accord avec le FPR et l'Ouganda. Ils ont fourni des armes lourdes pour la prise de Kigali.

Nous allons nous retirer rapidement et laisser des éléments au Zaïre. Le gouvernement du FPR va évoluer, le premier ministre et le président ne s'entendent pas. Nous laissons un représentant là-bas au niveau de chargé d'affaires, cela suffit.

**Anne Lauvergeon**

Alors, nous restons au Zaïre ? Les Anglo-américains vont être embêtés, il y a beaucoup de richesses naturelles au Zaïre...

**Christian Quesnot :**

Il y a un accord entre Museweni, très soutenu par les Etats-Unis, Kagamé à Kigali, et au Burundi où ça bouge le plus, pour en faire une grande zone d'influence tutsie. Dans ce pacte, il est prévu le démantèlement du Zaïre. Il n'y a plus de raisons de s'arrêter. Le nord du lac Kiwu, au Zaïre, est dans cette zone tutsie. Le problème du Zaïre ne peut pas être traité sans cette zone. Avec un choix anglo-saxon, il n'y a pas de stabilité : 10 % n'en contrôleront pas les 90 % d'autres.

**Dominique Pin :**

Il y a un nouveau gouvernement au Zaïre : c'est l'application des accords que nous avons soutenu dans la troïka (France, Belgique, Etats-Unis) Nous n'avons pas d'autre choix que d'aider ce gouvernement. Il faut beaucoup d'aide humanitaire à Kinshasa, et il faut que Mobutu garde un profil bas (les Etats-Unis pourront l'aider davantage sur le plan financier, avec le FMI et la Banque mondiale)

Il faudrait amener les Belges et les Américains à travailler dans le pays où il y a Mobutu. Le Premier ministre est fort, Mobutu fait un profil bas, avec le soutien financier international on peut stabiliser le Zaïre.

Christian Quesnot :

Tshikisedi a fait des observations acerbes sur notre présence. Il est soutenu par les Belges.

**Dominique Pin**

Les Belges sont réalistes. S'il y a de l'argent à gagner, ils changeront de discours. L'influence des Etats-Unis est plus importante. S'ils ne sont pas souples, le Zaïre peut être exclu du FMI.

Tout le problème est autour de Museweni voulant être le seul leader régional

**Christian Quesnot**

On devrait s'appuyer sur le Kenya qui nous a soutenus dans l'opération Turquoise. On ne l'a pas fait.

**Dominique Pin :**

Dans la majorité actuelle, certains veillent à ce qu'on ne coupe pas les ponts avec Mobutu.